

PROJET DE COMMUNICATION

Forum sur la Lutte contre la Pauvreté.

I-Contexte Politique Sénégalais

La réalisation combinée d'un développement humain durable et d'une démocratie apaisée constitue des exigences permanentes des pays du Sud. L'un ne pouvant aller sans l'autre, il ^{A l'avenir} ~~varie~~ plus que jamais opportun de réfléchir sur une Nouvelle Approche et des pratiques novatrices aptes à permettre à nos pays de relever ce double impératif dans une optique de durabilité.

L'exemple récent du Sénégal dont l'avènement d'une ^{galtananci} démocratie apaisée coïncide paradoxalement avec l'obtention de résultats macro-économiques positifs ^{par le} ~~du~~ Gouvernement Socialiste sortant et la mise en place par ce dernier des conditions réelles d'un développement humain durable, donne à nos présentes assises une dimension particulière.

Le développement comme le disait le Directeur Général de l'UNESCO Monsieur Mayor, « est un processus, qui influe simultanément sur la consolidation de la paix, la croissance économique, la justice sociale et la gestion démocratique des affaires publiques en tenant compte à la fois de la sagesse héritée du passé et du bien être des générations futures ».

En visionnaire lucide, le Président Abdou Diouf était conscient des conséquences de la poursuite combinée de ces options politiques et économiques mais il n'a jamais voulu sacrifier le libre choix de son peuple sur l'autel de l'impératif de la

croissance économique parce que profondément attaché aux idéaux du socialisme démocratique.

Son geste sublime au lendemain du 2^{ème} tour de l'élection présidentielle, est le couronnement d'un processus volontaire de consolidation et de renforcement d'une démocratie apaisée, initiée depuis 1980, malgré un contexte socio-économique défavorable marqué par l'application des programmes d'ajustement structurel et la dévaluation monétaire.

Les conséquences de telles mesures et l'aspiration de plus en plus grande du peuple sénégalais à la démocratie, encouragées en cela par les initiatives multiformes du Président Abdou Diouf ont finalement eu raison du Gouvernement Socialiste sortant.

S'il faut se féliciter de cette nouvelle ère d'alternance démocratique et de croissance économique, il convient de noter que la gestion combinée de ces deux processus s'est faite souvent au ~~x~~ prix de multiples privations dans les secteurs sociaux avec pour conséquences la généralisation de la pauvreté, l'exclusion, la marginalisation et le vote sanction au détriment des gouvernants en place.

Dès lors, lutter contre la pauvreté constitue de nos jours, un impératif éthique, économique et politique majeur en Afrique.

II – Problématique de la Pauvreté en Afrique

L'Afrique sub-saharienne compte aujourd'hui 250 Millions de pauvres, soit 45 % de sa population. La généralisation de cette pauvreté s'explique entre autres facteurs par une quasi stagnation

Le faible impact des réformes macro-économiques sur la situation sociale des populations africaines principalement celles des pays de la Sous-Région, s'explique également par les faibles niveaux d'investissement, la faible croissance des secteurs importants comme celui de l'agriculture qui occupe plus de 70 % de la population active desdits pays.

Dans ce cadre, les secteurs sociaux ont subi de manière drastique les effets des mesures d'austérité budgétaires liées à l'application des programmes d'ajustement.

Parmi les contraintes identifiées, le poids de la dette extérieure des pays de la Sous-Région et son remboursement continu quasi-obsessionnel avait fini d'anéantir les perspectives de développement de ces derniers en raison des difficultés de mobilisation d'une épargne locale forte, apte à favoriser la mise en place de programmes d'investissement générateurs d'emploi et de revenus ou d'infrastructures socio-sanitaires pour le bien-être des populations.

Parallèlement, les troubles sociaux, nés de conflits armés ou de politiques intérieures n'ont fait qu'aggraver la situation de ces pays et compromettre leur développement.

Dans ce contexte le non respect des règles de bonne gouvernance n'a fait que renforcer le déclin de la situation politique, sociale et économique du Continent africain ; l'efficacité du système de gestion publique s'en trouve ainsi fortement menacée et la durabilité des politiques mises en place n'est pas, non plus, garantie par les changements subséquents de gouvernement.

II – Pour une nouvelle vision du développement axée sur la lutte contre la pauvreté :

En dépit des recommandations pertinentes du Sommet Mondial de Copenhague sur le Développement Social, la pauvreté ne cesse de s'accélérer et d'ébranler les fondements des systèmes politiques les plus démocratiques et les plus stables.

C'est la raison pour laquelle il est plus que jamais opportun pour les pays africains de concevoir une nouvelle vision du développement et de revendiquer ^{leur} ~~son~~ propre programme d'action en matière de lutte contre la pauvreté en lui accordant un rang de priorité essentielle.

En effet la lutte contre la pauvreté ne peut plus être considérée comme une stratégie résiduelle devant découler de l'application de politiques et mesures économiques fondées sur la promotion des secteurs exclusivement marchands. Elle devrait plutôt s'inscrire dans une perspective multi-sectorielle.

Dans cette optique, les stratégies et mesures ci-après devraient être prises en compte :

- la formulation d'une nouvelle approche de réduction de la pauvreté avec des buts et des objectifs d'ensemble à atteindre dans un délai déterminé et des indicateurs sociaux annuels
- le renforcement des capacités des institutions publiques et de la société civile à mettre en œuvre des programmes bien ciblés et décentralisés.
- la construction d'une croissance économique axée principalement sur le secteur rural où se trouve la majorité de

la population africaine et qui devrait servir de levier privilégié à la lutte contre la pauvreté en termes de création d'opportunités d'emplois et de revenus.

- La mise en place de ^{un} fonds d'investissement social en vue d'améliorer l'accès des ^{des} pauvres spécialement des femmes aux micros-crédits, de favoriser la valorisation des ressources humaines et la réalisation d'infrastructures socio-économiques et physiques de base.
- Le renforcement ou la création de mécanismes souples de participation de la société civile à la formulation et à la mise en œuvre de programmes de lutte contre la pauvreté.
- L'organisation des acteurs de la société civile autour d'une vision partagée et intégrée au niveau régional apte à favoriser la mobilisation de leurs synergies et le renforcement des plaidoyers nécessaires en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'annulation totale de la dette.
- La conception et la mise en œuvre de réformes du secteur financier à travers les marchés de capitaux pour faciliter l'accès de ces derniers aux entrepreneurs locaux, à des fins d'investissement.
- la création d'Observatoires régionaux, nationaux et locaux de diagnostic et de suivi des conditions de vie des populations et des stratégies de lutte contre la pauvreté.
- la mise en place de ^{de} procédure et ^{de} mécanisme efficace de suivi de l'application de l'**Initiative 20/20** en faveur des secteurs sociaux des pays Africains.
- La création au niveau de l'Internationale Socialiste de Centres d'Excellence ["] en ^{matière} caractère d'échanges et de renforcement de capacités de formulation de stratégies de lutte contre la pauvreté entre partis membres.